Prolétaires de tous les pays, unissons-nous

n°182
5 mars 2024
p.a.f. 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Ne marchons pas derrière les militaires !

Macron, le président français, proclame qu'à l'avenir l'envoi de troupes occidentales en Ukraine ne peut pas être exclu. Ce n'est pas qu'une fanfaronnade devant ses congénères de l'Otan. En répandant cette idée, Macron s'adresse aussi aux populations occidentales pour chercher à nous préparer à une guerre généralisée.

Les dirigeants capitalistes nord-américains et européens prétendent qu'ils ne font pas la guerre à la Russie. Ces hypocrites tentent de faire oublier que, pendant des années, avant la guerres, ils ont installé des bases militaires tout autour de la Russie pour ravir aux oligarques russes les terres très fertiles et les marchés d'Ukraine. Ils savaient alors déjà que le dictateur Poutine risquait d'envoyer des centaines de milliers de travailleurs à la boucherie pour défendre ce qu'il considère être le pré-carré de la bureaucratie et des oligarques russes !

Depuis le début de la guerre, les objectifs des dirigeants capitalistes occidentaux n'ont pas changé : faire de l'Ukraine leur vassal pour l'intégrer à leur économie, et profiter du conflit pour affaiblir leur concurrent russe. C'est pour cela, et pas pour aider la population ukrainienne, qu'ils ont armé l'Ukraine !

Après deux ans, une partie des objectifs des capitalistes occidentaux ont été atteints. La guerre a massivement renforcé l'emprise des financiers américains et européens sur l'économie ukrainienne. Les milliards de dollars ou d'euros versés au gouvernement ukrainien sous forme de prêts, la population ukrainienne sera appelée à les rembourser. Et c'est encore avec des prêts et par des achats d'actions que les capitalistes occidentaux mettent la main sur les entreprises ukrainiennes, et en particulier sur les grands groupes agricoles. Parmi les 10 plus grands groupes agricoles s'affairant en Ukraine, 8 ont leur siège aux Etats-Unis ou dans un pays de l'Union européenne ! Et avec la guerre, ces groupes capitalistes concentrent de plus en plus de terres, en profitant de la mobilisation dans l'armée de beaucoup de paysans pauvres, qui travaillaient sur de petites exploitations agricoles.

Mais pour exploiter durablement ces richesses ukrainiennes, les capitalistes préfèrent disposer d'une situation stable. C'est pour cela que l'Otan ne vise pas à faire tomber Poutine, ni à détruire l'Etat russe, mais seulement à assurer à Zelenski les moyens de sauvegarder autant de territoire que possible, jusqu'à ce qu'il leur apparaisse plus favorable de s'arranger avec Poutine pour arrêter les combats.

C'est en tout cas un scénario probable. Car les capitalistes ne peuvent faire la guerre qu'en s'appuyant sur la population. Et en Ukraine, après deux ans de boucherie, un début d'opposition à la tentative d'élargir la mobilisation voit le jour, en particulier dans les classes populaires, qui payent le plus lourd tribut pour cette guerre.

Et puis cette guerre mobilise beaucoup de capitaux. Aux Etats-Unis, une partie de la bourgeoisie veut arrêter les frais. Ceux-là préfèreraient voir les dépenses militaires pour l'Ukraine développer la production aux USA et se renforcer dans la guerre économique contre la Chine !

Mais si Biden peine à faire voter un paquet de 50 milliards d'aide militaire à l'Ukraine, la Russie regagne du terrain, et l'Union Européenne se prépare à augmenter ses dépenses militaires pour l'Ukraine.

L'Etat belge a ainsi débloqué 200 millions supplémentaires pour un achat groupé d'obus pour l'Ukraine, alors que le prochain gouvernement est déjà sommé par le patronat d'imposer à la population des mesures d'austérité !

Tous ces calculs cyniques des dirigeants capitalistes ne répondent

qu'à une seule logique : celle de la course au profit dans la concurrence internationale exacerbée par la crise. Et cette course n'a qu'un seul aboutissement : la généralisation de la guerre. Car les capitalistes n'ont aucun contrôle sur le chaos dans lequel ils enfoncent toute leur économie. Partout, ils allument des foyers de violence qu'ils ne peuvent éteindre, qui s'embrasent à chaque sursaut de la crise, et augmentent ainsi le chaos, comme en Palestine, au Congo, en Afghanistan, en Corée…

Pour mettre un terme à cette course effrénée vers la barbarie, il faut renverser ce système. Cela, seule la classe ouvrière en a la possibilité. Et si notre classe a pris du retard face à la crise du capitalisme et la marche à la guerre, elle est la seule en mesure de prendre la tête de tous les révoltés et d'arracher le pouvoir à la classe capitaliste.

Alors aujourd'hui, plus que jamais, le seul espoir réside dans le programme révolutionnaire :

«*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*»

Leur société

Le PTB à propos de Van Hool :

Est-ce vraiment le problème de produire local ?!

Le PTB reproche au gouvernement flamand que De Lijn (l'opérateur de transport public flamand) n'ait pas fait sa nouvelle commande de bus électriques auprès du constructeur belge Van Hool mais auprès d'une entreprise chinoise. Pour le PTB, il faudrait défendre Van Hool «*joyau* [de la couronne] *de notre industrie*» car le constructeur serait en difficulté financière et ce serait une opportunité de «*renforcer notre économie et notre tissu industriel*».

Mais est-ce vraiment le problème d'acheter belge et de produire local ?

Car bien des entreprises belges augmentent leurs profits sans pour autant augmenter les embauches. Et quand les entreprises comme Van Hool annoncent qu'elles rencontrent des difficultés, c'est souvent un bon prétexte pour recevoir des aides publiques, des commandes de l'Etat et aussi des sacrifices de la part des travailleurs.

Chanter les vertus du «produire local», c'est faire croire qu'il existe un intérêt commun entre les travailleurs belges et les capitalistes belges. Mais il n'y en a pas !

Les arguments nationalistes ne sont utiles qu'au patronat car en cas de crise, les capitalistes n'auront aucun souci à licencier, délocaliser et baisser les salaires ; tout en gardant les profits qu'ils ont fait sur le dos des travailleurs.

Pour les entreprises peu importe de «produire local», elles produisent et vendent là où cela leur rapporte le plus de profit, quitte à détruire des milliers d'emplois et à saccager la planète.

Plus largement, les problèmes de l'humanité, la marche à la guerre, le réchauffement climatique, l'exploitation et le chômage ne peuvent pas se résoudre par une «production locale».

Contrairement à ce que prétend le PTB, il faut exproprier les grandes banques et les entreprises et organiser toute la société à un niveau mondial. C'est seulement ainsi que l'on pourra organiser la société de manière rationnelle.

Belgique militaire

L'armée belge va participer à l'opération militaire au Yémen contre les Houthis.

Ces rebelles, soutenus par l'Iran, sont en guerre contre l'État du Yémen soutenu par l'Arabie Saoudite depuis 2014, dans une guerre qui a fait des centaines de milliers de morts. Ils occupent déjà une grande partie du pays. Début 2024, ils se sont attaqués aux porte-conteneurs qui passent au large des côtes du pays, en protestation du sort des Palestiniens écrasés par l'armée israélienne.

Pour la Belgique et les autres pays occidentaux qui participent à cette opération, la «liberté de commerce», ou plutôt de faire du profit, est plus importante que la vie de la population palestinienne…

Mais les interventions des armées des pays impérialistes comme les États-Unis ou la Belgique n'ont jamais ramené la paix. Bien au contraire, elles ne font que semer le chaos, pousser les populations vers les groupes rebelles, et ajouter à l'instabilité des régions.

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales.
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Profits de crise

Pendant que les ministres annoncent des milliards d'euros de coupes budgétaires pour les prochaines années afin d'«assainir les finances», les milliards entre les mains des capitalistes eux, se portent très bien.

Les résultats de l'année 2023 battent tous les records. La banque KBC a augmenté ses bénéfices de 21%, soit 3,4 milliards en un an. 1,76 milliards de bénéfices pour Proximus, plus d'un milliard pour Belfius et l'assureur Ageas, plusieurs centaines de millions pour l'entreprise pharmaceutique UCB, ou le fonds d'investissement AVH.

Ce n'est là qu'une petite partie des bénéfices connus des plus grandes entreprises belges. Pendant que le gouvernement annonce des sacrifices pour la population, les bénéfices pleuvent sur les capitalistes.

Rien qu'en prenant les profits d'une année de KBC, il y aurait de quoi rendre gratuit tous les transports en commun de Belgique pendant deux ans…

Qu'est-ce qu'on attend ?

La santé de nos enfants vaut autant que celle des enfants de riches !

Dans une lettre ouverte, 250 associations et plus de 5000 signataires dénoncent qu'en Belgique la logopédie n'est pas remboursée pour les enfants ayant un «quotient intellectuel de moins de 86».

Cette réglementation révoltante laisse entendre que ces enfants ne souffriraient pas d'un problème de langage mais d'intelligence, alors que les tests de QI ne veulent pas dire grand-chose ! Son véritable objectif, c'est de faire des économies au détriment de la santé des enfants prolétaires. Vu les salaires, seule les familles les plus riches peuvent payer les séances de logopédie sans remboursement, entre 200 et 300 euros par mois !

Le ministre a rétorqué que ces enfants doivent être suivis en «centres pluridisciplinaires de réadaptation ambulatoire» (CRA).

Mais les CRA il n'y en a pas partout et les listes d'attentes sont souvent interminables !

Ne pas traiter les enfants ayant un problème de langage, c'est augmenter le risque qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société et développent des problèmes de comportement ou de santé mentale !

Assassinat de Sanda Dia : La justice au service des bourgeois

Le youtubeur «Acid» a révélé l'an passé dans une vidéo les identités des membres du cercle étudiant Reuzegom qui ont assassiné Sanda Dia – fils d'ouvrier d'origine immigrée – lors d'un bizutage étudiant.

Lors de ce bizutage, il a dû notamment boire de grandes quantités d'alcool fort, se baigner dans l'eau glaciale et ingurgiter énormément d'huile de poisson salée, ce qui a mené à son décès.

Peinture murale en hommage à Sanda Dia, Leuven (2023)

Quatre ans et demi après les faits, le tribunal a rendu son jugement : ni l'administration de substances nuisibles, ni la négligence n'ont été retenues. Ainsi, les coupables s'en tirent avec quelques heures de travail d'intérêt général et quelques centaines d'euros à payer pour une vie humaine qu'ils ont anéantie.

En plus, il n'y aura rien d'inscrit dans leur casier judiciaire et, ni les médias, ni la Justice n'ont eu le droit de diffuser leurs noms — alors que c'est la norme dans les autres affaires.

Pour comprendre comment un tel jugement a pu être rendu, il faut lire les CV de ces criminels étudiants, ainsi que ceux de leurs belles familles dorées. On y trouve des fils de juges, de chefs d'entreprises. Tout ce qui compose la bourgeoisie qui, pour se former à diriger cette société, doit s'exercer aussi à pratiquer la domination et la violence.

Pour avoir révélé leurs identités, le youtubeur Acid est poursuivi par la «Justice» et vient d'être condamné à trois mois de prison avec sursis, 800 euros d'amende et 20 000 euros de dommages et intérêts à payer. Plus sévèrement que les assassins de Sanda Dia !

La justice bourgeoise reconnaît les siens : elle blanchit les crimes des bourgeois et de leur progéniture et condamne ceux qui les exposent.

Trafic de drogue

Face à la montée de la violence liée au trafic de drogues à Bruxelles, l'idée d'expulser les familles des dealers de leurs logements sociaux a été évoquée dans plusieurs médias. Une telle mesure ne peut qu'aggraver les choses, en augmentant la dépendance financière de la famille envers le trafic d'un de ses membres.

Le trafic de drogue est un vrai fléau, surtout pour les classes populaires qui sont les premières à en subir les conséquences. Mais la seule manière de le faire reculer, c'est de s'attaquer à ses racines : la pauvreté et le chômage qu'engendre le capitalisme en crise.

Mercosur : les contradictions du libre-échange

Lors des manifestations des agriculteurs, les traités de libre-échange de produits agricoles ont été largement dénoncés par les agriculteurs. Les syndicats patronaux agricoles demandent au gouvernement de ne pas voter l'accord de libre-échange «Mercosur», qui prévoit de baisser ou de supprimer les droits de douane entre des pays d'Amérique du Sud et l'Union Européenne. Les gouvernements wallons et français ont promis de ne pas voter l'accord. Il reste à voir ce qu'ils décideront finalement. Mais aujourd'hui, les règles du libre-échange au sein de l'Union Européenne et à l'échelle internationale, ont été mises en place par les dirigeants des Etats les plus riches – dont la Belgique – pour en faire bénéficier leurs capitalistes. Pour qu'ils puissent étendre toujours plus leurs marchés et leurs débouchés.

Ce sont les plus gros agriculteurs ou les entreprises de transformation alimentaire qui sont bénéficiaires du libre-échange. Par exemple, pour l'élevage de porcs, bovins ou de volaille, l'importation de soja venu d'Amérique du Sud permet de produire moins cher. De même, les grandes entreprises productrices de pommes de terre, de lait, de fruits, de biscuits et de chocolat sont demandeuses de baisser les droits de douane avec les pays d'Amérique du Sud pour y exporter leur production et étendre leurs marchés.

Dans ce monde capitaliste, toute la production et tous les échanges sont soumis aux lois de la concurrence et de la course au profit, entraînant désorganisation et chaos. C'est pour cela qu'il y a une contradiction entre les intérêts des petits agriculteurs qui exportent peu et veulent se protéger de la concurrence des pays d'Amérique du Sud et les grands propriétaires agricoles qui veulent augmenter leurs exportations vers ces mêmes pays. Cette contradiction est «résolue» sous le capitalisme par la disparition des petites fermes familiales.

Mais on ne peut pas revenir en arrière, l'intégration de toute l'humanité à une même économie mondiale est un progrès, par l'augmentation de la population, par l'allongement de l'espérance de vie, par la large diffusion des connaissances, bien que le capitalisme l'ait réalisé dans la sueur, le sang et en répandant la misère !

La seule solution est d'aller de l'avant en supprimant la propriété privée des banques et des grandes entreprises pour que toute la production soit organisée sous le contrôle de la population, dans l'intérêt général de tous.

Criminalisation de la protestation

Le parlement vient de voter le nouveau code pénal et le gouvernement se vante d'avoir «modernisé le droit pénal».

Mais ce texte contient, entre autres, une attaque contre le droit de manifester. Alors que la loi «anti-casseur» qui prévoyait des interdictions de manifestation a été retirée, le gouvernement fait revenir ces attaques par la fenêtre.

Le nouveau code pénal contient notamment un article qui sanctionne «*les attaques méchantes à l'autorité de l'Etat*». Cette formulation très générale permet au Ministère public de poursuivre pénalement quasiment toute forme de protestation publique ou d'appel à la désobéissance.

Ces attaques ne viennent pas là par hasard. La crise s'aggrave et les menaces de guerre se font toujours plus grandes. Cela ne manquera pas de faire naître des oppositions et l'État se prépare à réprimer les contestations populaires.

Dans les entreprises

«Des plumes et du goudron pour les actionnaires»

Vendredi 23 février, plusieurs centaines de travailleuses des titres services ont manifesté à Bruxelles à l'appel du front commun syndical. Les travailleuses et les délégués y dénonçaient les actionnaires du secteur qui, par l'intermédiaire des fédérations patronales, ont lancé une offensive contre la prime de fin d'année en décembre 2023, alors qu'ils font des millions de profits.

Affiches collées sur le batiment de BNP Paris portant le slogan «Des plumes et du goudrons pour les actionnaires»

De leur côté, les travailleuses des titres services touchent le salaire minimum de 13,36€ brut. La pancarte d'une manifestante dénonçant «Supprimer ma prime, c'est un crime !» n'est pas qu'un slogan, elle dévoile la réalité de l'exploitation !

Pour démontrer qu'elles savaient qui sont leurs exploiteurs, les travailleuses se sont rassemblées devant l'enseigne de BNP Paribas, l'un des actionnaires de l'entreprise de titres-services «Het Poetsbureau».

Sur une des affiches collées sur le

bâtiment on pouvait lire «*Des plumes et du goudron pour les actionnaires !*». Une sentence parfaitement adaptée à tous les capitalistes.

Capitalisme en faillite

Selon la société d'information Graydon Credit Safe, 1 997 faillites ont été déclarées en Belgique au cours des deux premiers mois de l'année. Les emplois de 4 257 travailleurs sont menacés. Parmi les secteurs les plus touchés, la construction a enregistré 442 faillites, dépassant le précédent record de près de 20%. Dans l'horeca, le nombre d'emplois menacés a augmenté de près de 40% pour la même période en 2023.

L'économie capitaliste continue de plonger la société dans la crise. Les patrons, bien conscients des risques, se préparent. Ils savent que la situation va s'aggraver, même si pour certains d'entre eux c'est une tendance encore légère. Et ils s'en prennent directement aux travailleurs en licenciant voire en fermant des sites pour défendre leurs profits.

C'est le cas de l'entreprise Celanese, une grosse entreprise de l'industrie chimique, qui a son siège social au Texas. Il y a deux ans, la firme rachetait un site de production de matériaux spécialisés à Malines. Aujourd'hui, elle prévoit la fermeture et l'arrêt des activités de l'usine, jugeant que ce n'est «*économiquement pas viable*». Avec cette fermeture, pas moins de 200 travailleurs perdraient leur emploi et un site de production disparaîtrait. Pourtant, Celanese affichait en 2023 un bénéfice net de 1,96 milliard de dollars.

Juste à côté, c'est le groupe Barry Callebaut (chocolaterie), qui vient d'enclencher une procédure Renault prévoyant le licenciement de 500 travailleurs sur ses trois sites en Belgique. La direction ne s'arrête pas là : son projet «BC next level» vise la suppression de 2.500 emplois à travers le monde, soit 18% des salariés du groupe. Le dernier bilan en août 2023, déclarait pourtant 461 millions de bénéfices nets, soit 9,6% de plus que l'année précédente.

En licenciant des travailleurs, les dirigeants des entreprises espèrent montrer aux actionnaires qu'ils sont prêts à défendre les profits. Le simple fait de supprimer des emplois, et donc des salaires, fait souvent remonter les actions en bourse car c'est la promesse d'une meilleure rentabilité, séduisant les actionnaires et faisant payer le prix fort aux travailleurs.

À côté des groupes qui prospèrent, d'autres, poussés vers la faillite, tentent de ne pas sombrer face à la concurrence. Pour cela, un seul moyen : mener la guerre aux travailleurs.

The Body Shop est une entreprise de cosmétiques. Fondée au Royaume-Uni, elle est passée dès 2006 dans les mains du géant français L'Oréal, qui a capitalisé les profits de l'enseigne avant de la revendre en 2017, juste avant son déclin. Depuis, en raison de la concurrence et de la crise, le groupe a perdu sa clientèle et l'enseigne 66% de sa valeur.

Ainsi la branche belge de The Body Shop vient d'être déclarée en faillite et annonce la fermeture d'une vingtaine de magasins. Au Royaume-Uni, 270 postes (40%) seront supprimés au siège social, tandis que près de la moitié des magasins fermeront dans le pays.

L'entreprise Van Hool, constructeur de bus, a vu ses fonds propres fondre de 130 à 30 millions entre 2019 et 2022. La direction, évoquant la perturbation des chaînes d'approvisionnement, l'inflation et la chute de la demande d'autocars, a fait appel à «un gestionnaire de crise». Sa solution est toute trouvée pour «redresser l'entreprise» : une importante restructuration d'ici la mi-mars, c'est-à-dire des licenciements.

En somme, que leurs affaires prospèrent en brassant des milliards ou que leur société soit déclarée en faillite, les capitalistes répercutent toujours la note sur le dos des travailleurs.

Les patrons, CEO, actionnaires n'ont aucune solution pour mettre fin à la crise. Au contraire, toutes ces restructurations et licenciements l'aggravent. La mise au chômage des travailleurs, les poussant vers la précarité, ne fait que rendre plus générale la difficulté de s'acheter du chocolat (Callebaut) ou des cosmétiques (The Body Shop).

Les entreprises dont l'État est actionnaire majoritaire n'échappent pas à la règle. Chez Bpost, le CEO, Chris Peeters s'appuie sur la probabilité que l'entreprise perde la distribution de certains journaux et magazines pour commencer à parler de restructuration. Pour lui, si l'entreprise traverse une crise, ce sera aux facteurs de la payer !

Les lois du capitalisme amènent les patrons à mener une guerre sans repos aux travailleurs pour maintenir leurs profits. Telle est leur seule manière d'exister : exploiter le travail salarié.

Mais la classe ouvrière n'a pas à subir éternellement l'exploitation d'une infime minorité de grands patrons et actionnaires. Elle produit toutes les marchandises utiles, est à la base de toutes les richesses. À l'échelle de la planète entière, elle fait tourner toute la société, malgré les absurdités du système capitaliste. La classe ouvrière internationale est la seule force sociale capable de mettre fin à la crise, en renversant le capitalisme.

Immigration

Expulsion de migrants à l'ULB

Une centaine de demandeurs d'asile s'étaient installés dans des locaux de l'ULB plutôt que de continuer à dormir dans la rue. Ils en ont été expulsés par la police appelée par la rectrice de l'université.

Malgré l'obligation légale de leur fournir une protection et les nombreuses condamnations par le tribunal, le gouvernement et Fedasil continuent à refuser de donner les moyens d'un hébergement digne à plus de 3.000 réfugiés.

L'Etat ne respecte même pas sa propre loi… que l'ULB est chargée d'enseigner !

Il y a 60 ans : l'immigration marocaine en Belgique

Il y a 60 ans, le 17 février 1964, les gouvernements belges et marocains signaient une convention «relative à l'occupation des travailleurs marocains en Belgique».

Couverture d'une brochure du ministère de l'Emploi et du Travail, distribuée au Maroc, en Tunisie et en Algérie en 1963.

A l'époque, les capitalistes belges voulaient une production de charbon bon marché pour augmenter leurs profits. Il s'agissait pour eux de trouver des travailleurs prêts à travailler dans des conditions particulièrement dures dans des mines en voie d'épuisement.

Dans les mines et les usines, on travaillait souvent 56h par semaine, les accidents de travail étaient fréquents, de même que les maladies, comme la silicose. Les salaires et les conditions de vie étaient particulièrement précaires.

Déjà à l'époque, la population belge était vieillissante et le patronat, pour faire pression sur les salaires, cherchait à trouver des travailleurs à l'étranger. Ce sont donc les patrons des charbonnages qui ont commencé à recruter de jeunes travailleurs marocains. Et c'est seulement ensuite que le gouvernement belge a régularisé la situation par une loi, en collaboration étroite avec la fédération patronale des charbonnages.

Beaucoup de travailleurs marocains espéraient une meilleure situation en Europe plutôt que la misère au Maroc.

Ils ont été des dizaines de milliers à arriver en Belgique, et leurs familles les ont rejoints ensuite. Mais la fermeture des mines et la discrimination à l'embauche ont fait exploser le chômage pour les descendants de ces travailleurs originaires du Maghreb.

La migration est une constante du capitalisme

Aujourd'hui, les politiciens au service des capitalistes pointent du doigt les travailleurs immigrés : ils seraient responsables de la criminalité, des coupes dans la sécurité sociale et du chômage.

Mais pointer du doigt les travailleurs immigrés, cela sert surtout aux politiciens à ne pas parler des milliards de profits de Total, Volkswagen ou Colruyt et de l'explosion de la fortune des milliardaires.

Car la société est en crise générale à cause du système capitaliste, de l'avidité de profits du patronat et de la bourgeoisie. Les travailleurs immigrés n'y sont pour rien : ils ont même largement contribué à l'accroissement de ces profits. Aujourd'hui, ils travaillent sur les chantiers, dans les usines et les hôpitaux, ils travaillent dans les restaurants, comme livreurs Uber. Et beaucoup sont contraints au chômage.

Les migrations ouvrières sont une constante du capitalisme. Dès les années 1500 et 1600, les bourgeoisies européennes ont enlevé des dizaines millions de jeunes des régions côtières de l'Afrique pour les réduire en esclavage dans leurs plantations et leurs mines en Amérique et aux Antilles.

Puis dès le début de la révolution industrielle, des millions de paysans appauvris ont dû quitter leur terre ou leur pays pour aller s'embaucher dans les usines qui poussaient dans les villes, voire changer de pays en fonction de l'évolution industrielle. Des pays entiers se sont d'ailleurs peuplés et développés sur l'immigration comme les Etats-Unis, le Canada et l'Australie. Et après la seconde guerre mondiale, les capitalistes européens ont fait venir des millions de travailleurs d'Afrique et d'Asie pour travailler à bas coûts dans les mines et les usines.

Aujourd'hui encore, les capitalistes font appel à l'immigration. Les populations européennes sont vieillissantes et le taux de natalité est bas en Europe. De ce fait, le patronat fait appel à une main d'œuvre immigrée plus jeune, plus productive et moins payée.

C'est pour cela que le Voka (fédération patronale flamande), par exemple, demande bien davantage d'immigration ouvrière. Car le nombre d'emplois créés en Flandre (+550.000 lors des 20 dernières années) dépasserait, selon lui, largement la croissance du nombre de travailleurs (+270.000 au cours de la même période) et cette tendance risquerait de s'accentuer au cours des prochaines années avec le vieillissement de la population et l'intensification de l'exploitation.

C'est pour cela que malgré la démagogie xénophobe des politiciens d'extrême droite, des Meloni, Boris Johnson, Darmanin… une fois au gouvernement, ne remettent pas fondamentalement en cause la politique migratoire de l'Etat car le patronat a besoin de l'immigration.

Tout ce que font ces politiciens, et tous les gouvernements en Europe, c'est de limiter les régularisations en créant des millions de sans-papiers, exploitable à merci, sans droits. A Bruxelles par exemple, il y aurait plus de 100.000 sans-papiers ! Le patronat peut les exploiter à sa guise sous la menace d'être renvoyés s'ils défendent leurs salaires et leurs conditions de travail.

La classe ouvrière est internationale

Face au capitalisme qui met tous les travailleurs en concurrence et qui monte les travailleurs les uns contre les autres, notamment sur base de leurs nationalités, le mouvement ouvrier a cherché ce qui rassemblait les travailleurs à l'échelle mondiale.

Dans tous les pays, les travailleurs sont exploités par la même poignée de capitalistes et tous ont les mêmes intérêts. Karl Marx affirmait dès 1848 dans le Manifeste Communiste : «*Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaire de tous les pays unissez-vous !*».

Manifestation du Comité de Liaison des Organisations des Travailleurs Immigrés (CLOTI), 26 octobre 1980. Source : CARHOP

Car les travailleurs ne sont pas seulement une classe opprimée mais une classe qui peut changer la société et la diriger. Car c'est elle qui fait tout fonctionner dans notre société.

Et cette classe est aujourd'hui véritablement mondiale. Dans les usines, les entreprises et les chantiers, les travailleurs viennent souvent de dizaines de pays différents.

Si aujourd'hui le patronat utilise cela pour diviser les travailleurs, dans les prochaines luttes qu'engagera la classe ouvrière, ce sera une force immense. Une lutte commencée dans n'importe quel pays ne manquera pas d'avoir des répercussions dans de nombreux autres pays du monde.

Le mouvement ouvrier internationaliste s'est d'ailleurs très souvent adressé aux travailleurs immigrés. Le militant ouvrier aujourd'hui décès, Jan Cap (PTB), dénonçait par exemple que ses collègues turcs aux chantiers navals Boel à Temse, étaient surexploités au travail, qu'ils faisaient les pires taches, étaient payés moins et devaient travailler plus. Le réflexe des militants ouvrier a été de faire grève ensemble pour exiger des conditions de travail similaires.

Car c'est bien la seule manière de se défendre. Les attaques contre les travailleurs immigrés sont des attaques contre tout le monde du travail car ils commencent par s'attaquer aux plus précaires d'abord avant de s'attaquer au reste des travailleurs ensuite. Alors qu'en luttant ensemble pour nos intérêts, travailleurs belges et étrangers, c'est la seule possibilité de gagner.

International

Guerre au Kivu : visages de l'impérialisme

Dans la région du Nord Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC), la guerre civile qui dure depuis 1996 a repris avec violence. Le M23, une bande armée soutenue par le gouvernement rwandais, a conquis une bonne partie du territoire qui entoure la ville de Goma, une des plus grandes du pays. Pour les arrêter, le gouvernement congolais s'appuie sur l'armée congolaise, composée de soldats – dont un certain nombre issus d'anciens groupes rebelles – mais aussi de jeunes Congolais qui avaient commencé à s'armer pour arrêter les rebelles, et sur des soldats d'autres pays africains comme l'Afrique du Sud, le Burundi ou le Malawi.

À Goma, où résident 700.000 habitants et où 1,6 millions de réfugiés s'entassent dans des camps insalubres autour de la ville, la population subit le siège de plein fouet. Les prix des aliments, qui n'arrivent plus qu'en quantité limitée, ont fortement augmenté, alors que la population vit déjà dans l'extrême pauvreté. Et la multiplication des soldats dans la ville, loin d'en assurer la sécurité, semble l'avoir dégradée ces derniers jours, avec une multiplication des cambriolages, kidnappings et assassinats.

Cette guerre, qui paraît un conflit entre États africains, est en réalité largement alimentée par l'impérialisme occidental, qui fait main basse d'une façon ou d'une autre sur les minerais abondants dans la région, s'appuyant sur l'un ou l'autre groupe militaire.

Le gouvernement rwandais a pu constituer une armée capable d'intervenir au Mozambique ou en Centrafrique, grâce au soutien des États occidentaux comme la France ou les États-Unis, qui ont soutenu le régime en l'armant et en le conseillant militairement. Le Rwanda est aujourd'hui considéré par les bailleurs occidentaux comme un modèle économique et la Banque mondiale le

recommande comme pays où investir.

Plus récemment, le 19 janvier, l'Union Européenne a signé avec le Rwanda un protocole d'accord pour l'exploitation des minerais, sachant très bien que les minerais en question sont majoritairement issus de la guerre sanglante au Kivu. Ce qui n'a pas empêché De Croo de s'entretenir quelques jours plus tard avec Tshisekedi, président de la RDC, pour discuter des sanctions à appliquer contre le Rwanda.

Mais la solution à ce conflit n'est certainement pas du côté de l'armée congolaise et de la «souveraineté nationale». L'armée congolaise n'est qu'un groupe armé parmi d'autres sur lequel peuvent s'appuyer les capitalistes occidentaux. Se trouvent d'ailleurs à sa tête plusieurs anciens membres de groupes armés qui dévastaient la région pour piller le minerai au service des capitalistes occidentaux.

Et depuis peu, les militaires collaborent avec des mercenaires bien connus des capitalistes de la région : le groupe Agemira, dirigé par l'homme d'affaire Olivier Bazin, qui a revendu plusieurs avions soviétiques au Congo, qui a déclaré lors d'un procès pour blanchiment avoir été un agent non officiel des services de renseignements français, et dont le groupe protège régulièrement des sites pétroliers du groupe Gunvor. Et Congo Protection, dirigée par Horatiu Potra, un ancien de la Légion française, qui a accompli diverses missions de protection de mines en Afrique.

Face au chaos des bandes armées, les populations s'organisent régulièrement pour se défendre elles-mêmes. Les wazalendos, des jeunes écœurés par les massacres, avaient gagné le respect de la population en s'armant avec ce qu'ils trouvaient et en s'attaquant au M23, ce que ni l'armée ni les forces de l'ONU n'avaient fait sérieusement. Depuis, ils ont été intégrés à l'armée car l'état-major veut pouvoir les contrôler. Leur perspective s'arrêtait à la défense de la ville, mais ils ont montré une voie : la population ne peut compter que sur elle-même !

Pour avoir une paix réelle et durable, il faudra renverser ceux qui arment tous ces groupes, les capitalistes occidentaux, avec l'aide des travailleurs du monde entier, pour mettre sur pied une société communiste !

Gaza : morts par faim et par balles

Jeudi 29 février, des milliers de Gazaouis affamés se sont précipités vers des convois d'aides alimentaires que les autorités israéliennes avaient jusque-là bloqués, organisant sciemment la famine. L'armée israélienne n'a rien fait pour que les camions puissent délivrer les vivres dans de bonnes conditions, ne fut-ce qu'en informant la population affamée de leur arrivée. Les soldats israéliens ont rapidement ouvert le feu et fait des victimes par centaines.

Ce nouvel épisode tragique est une conséquence de plus de la politique du gouvernement israélien, soutenu et financé par les grandes puissances impérialistes.

Manifestations aux USA contre le génocide à Gaza

Quatre mois de guerre, plus de 30.000 morts dans les bombardements massifs, des villes transformées en champs de ruines où gisent les corps de femmes et d'enfants massacrés… La situation à Gaza, tellement révoltante, entraîne partout dans le monde des mobilisations contre la guerre menée par l'Etat d'Israël. Cela y compris aux Etats-Unis, plus grand soutien d'Israël.

Aaron Bushnell, un militaire américain âgé de 25 ans, s'est immolé devant l'ambassade israélienne le 25 février pour protester contre l'offensive à Gaza, disant : «Je ne serai plus complice d'un génocide».

Dans de nombreuses villes, des groupes de militants font irruption dans les conseils municipaux, appellent au cessez-le-feu, lisent les noms des victimes des bombardements. Cela fait discuter dans les municipalités, des habitants vont y débattre avec les élus locaux, pour les pousser à prendre position contre la guerre menée par l'Etat d'Israël. Des manifestations continuent d'avoir lieu dans des lieux publics, gares, aéroports… Toute une partie de la population américaine rejette la politique des Etats-Unis, complices du massacre. De larges couches de la population, même traditionnellement démocrate, est dégoutée par Biden et sa politique.

Opposition à la guerre en Russie

À l'occasion de l'enterrement d'Alexeï Navalny, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Moscou et ont manifesté leur rejet de la guerre. Malgré l'interdiction des autorités russes de toute manifestation non autorisée, la population a eu le courage d'aller scander des slogans «*Non à la guerre !*», risquant les arrestations.

La mort prétendument accidentelle de Navalny dans un camp de détention fait penser à bien des disparitions d'opposants à Poutine qui arrangent le plus haut niveau de l'Etat. Cette disparition montre ce que risquent les voix hostiles à la guerre. Elle a fait taire celui en qui une partie de la population voyait le leader de l'opposition à Poutine.

Mais Navalny, nationaliste russe, lié à l'extrême droite raciste au début de carrière d'avocat, et défenseur des vertus du capitalisme occidental, était tout sauf un ami des travailleurs. Et les réactions indignées de Biden ou de Macron, représentants d'Etats qui n'ont jamais rechigné, eux non plus, à l'élimination physique d'opposants politiques, nous le rappellent.

8 mars : journée internationale de lutte pour les droits des femmes

8 mars : à bas le patriarcat et le capitalisme !

En Belgique comme dans de nombreux pays, les femmes n'ont jamais été autant représentées dans les universités, en politique, et même dans les conseils d'administration des entreprises. Les dénonciations des scandales d'abus et de viols font régulièrement la une de l'actualité, et les politiciens font régulièrement des discours et adoptent des lois qui paraissent faire reculer le patriarcat, comme la loi contre les féminicides adoptée en Belgique en juin dernier.

Mais les beaux discours et les lois bidons ne doivent pas nous tromper !

La représentation des femmes, les discours et les lois n'empêchent pas l'oppression des femmes de perdurer. Les idées sexistes sont encore bien ancrées, y compris chez les jeunes, comme en France où un homme de 24 à 35 ans sur deux pense qu'une femme doit s'arrêter de travailler pour s'occuper de ses enfants, ou en Belgique où 1 homme sur 5 pense que les femmes aiment être forcées pendant un acte sexuel.

La répartition des tâches domestiques n'a presque pas changé depuis plus de 20 ans, et le temps de travail ménager des femmes, déjà en moyenne 50% plus élevé que celui des hommes, tend à augmenter. Les beaux discours et les mesures factices des politiciens n'empêchent pas l'augmentation des inégalités salariales, ou le nombre de condamnations pour viol de diminuer alors que le nombre de plaintes augmente !

La crise et l'aggravation de la situation économique a bien plus de conséquences sur la situation des femmes que les discours des politiciens ou des dirigeants d'entreprises.

Au niveau mondial, la situation est bien pire encore, puisque 67 pays ne considèrent même pas la violence conjugale comme un crime, et que 20% des femmes de 20 à 24 ans ont été mariées avant leur majorité. Des millions de fillettes sont forcées d'être excisées. En Arabie saoudite, où le régime est soutenu par les mêmes politiciens occidentaux qui se targuent d'être des exemples du féminisme, les femmes sont toujours sous tutelle légale de leurs maris ou de leurs pères. En Inde, les viols collectifs punitifs font régulièrement l'actualité, et rappellent aux femmes qui voudraient se libérer et s'opposer au patriarcat ce qu'elles risquent. Aux États-Unis, l'avortement est redevenu interdit dans plusieurs États en 2022, poussant des millions de femmes à devoir se déplacer ou à prendre le risque d'un avortement illégal bien plus risqué.

Le capitalisme maintient l'oppression des femmes !

Les capitalistes, qui s'appuient sur l'oppression des travailleuses et des travailleurs, ont besoin de maintenir les vieilles oppressions pour maintenir leur domination !

L'antiféminisme, le racisme, le mépris envers les chômeurs sont réalimentés en temps de crise par la bouche de politiciens soutenus par les capitalistes : ils ont besoin de détourner la colère de la population vers des boucs émissaires. Ce n'est pas par hasard que le capitaliste français Vincent Bolloré, qui possède notamment la chaîne CNEWS, a soutenu Zemmour pour lui permettre de diffuser ses idées réactionnaires.

Pour préparer leurs guerres de pillage, les États capitalistes sont prêts à ramener le statut des femmes 100 ans en arrière. En France, l'avortement vient d'être inscrit dans la Constitution, mais il y a de moins en moins de centre pour en pratiquer. Et pour commencer le «réarmement démographique» annoncé par Macron, le gouvernement prévoit de distribuer des tests de fertilité gratuitement à 25 ans pour pousser les jeunes à ne pas attendre 35 ans avant de faire des enfants, alors que le budget pour faire face aux violences conjugales ne cesse de diminuer…

Les seules avancées qui ont été obtenues par les femmes ont été arrachées par des luttes !

Le capitalisme, en poussant les femmes à travailler en dehors de chez elles pour les exploiter, leur a en même temps donné une voie pour s'émanciper, en échappant à l'isolement et à l'enfermement domestique et en leur donnant la possibilité d'une indépendance financière.

Tout en continuant à alimenter les oppressions, le capitalisme a créé les conditions pour une société débarrassée du patriarcat. C'est en tant que travailleuses qu'elles ont pu obtenir le droit de s'exprimer politiquement, de voter et d'assumer un rôle politique. Non pas en manifestant pour des réformes, mais en prenant leur place dans les luttes contre les oppressions capitalistes et se battant pour leurs intérêts de femmes et de travailleuses, et en éduquant les hommes de leur mouvement !

Seul le renversement du capitalisme pourra mettre fin à l'oppression des femmes !

En Russie, le 8 mars 1917, en pleine guerre, les femmes ont déclenché la révolution russe, qui allait mener à la prise du pouvoir des travailleuses et des travailleurs à travers des soviets – assemblées et conseils élus démocratiquement – dans chaque quartier et usine. La Russie était alors imprégnée d'idées misogynes, et il était bien ancré dans les traditions d'offrir un fouet au mari le jour de son mariage. En quelques mois, la révolution a bouleversé tous les rapports sociaux. En remettant en question l'État et le capitalisme, les travailleurs, au premier rang duquel se trouvaient les travailleuses, ont transformé la Russie arriérée en le pays le plus avancé du monde au niveau du droit des femmes.

En octobre 1917, la Russie était le premier pays à avoir une femme ministre, à proclamer l'égalité juridique et politique (donc le droit de vote) entre les femmes et les hommes, à inscrire le droit au divorce pour les femmes et le droit à l'avortement dans la loi. Pour comparaison, le droit de vote des femmes n'est arrivé qu'en 1948 en Belgique, et le droit à l'avortement n'a été autorisé partiellement qu'en 1990…

Les révolutionnaires russes ne se sont pas arrêtés là. Pour mieux répartir le travail domestique, les travailleurs au pouvoir en ont fait une tâche collective, en commençant à construire des crèches et des cantines, pour que l'égalité politique ne soit pas qu'un discours, mais puisse se réaliser en libérant les femmes de leur double journée.

Ce programme était posé, mais il aurait fallu des années avant de réaliser complètement dans les faits l'égalité des sexes. L'arriération économique du pays, la guerre civile qui y faisait rage et l'étranglement économique par les États capitalistes, ont maintenu le pays dans un état de sous-développement, et ont permis à une caste de bureaucrates dirigée par Staline de prendre le pouvoir et de liquider progressivement les conquêtes féministes de la révolution.

Mais la révolution russe a permis de montrer la seule voie qui permette de mettre fin à toutes les oppressions, et donc à l'oppression des femmes !

Dans une période où la crise fait monter l'extrême droite et les risques de généralisation de la guerre, la perspective d'un changement révolutionnaire est plus que jamais nécessaire !

Manifestation du 8 mars à Bruxelles : 17h Gare centrale

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be
Tel : 0470-18.82.39
Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Les élections ne peuvent pas changer la société, mais elles peuvent être utiles aux travailleurs pour se regrouper et faire entendre leurs intérêts, sans illusions, en vue des luttes à venir.

C'est dans cette perspective que Lutte Ouvrière présentera en Belgique deux listes aux élections fédérales de juin 2024. Une dans le Hainaut, et une pour la première fois à Bruxelles.

Alors pour refuser le cirque électoraliste, pour faire entendre le camp des travailleurs, pour dénoncer l'exploitation et les guerres du capitalisme, pour commencer à se regrouper et s'organiser, soutenez, signez et faites signer autour de vous pour que les listes Lutte Ouvrières puissent se présenter aux élections fédérales de juin 2024 !

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Si vous le voulez, vous pouvez nous soutenir financièrement par virement bancaire sur notre compte avec les informations suivantes :

- ✓ IBAN : BE84 0637 7.593 4.559
- ✓ Communication : «Campagne Lutte Ouvrière»

Attention : la loi limite la participation individuelle à 500 euros, merci de ne pas dépasser ce montant.

Vous pouvez signer via ce QR code :